

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/RUS/23/Add.2
7 juin 2002

(02-3161)

**Groupe de travail de
l'accession de la Fédération de Russie**

Original: anglais

GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Mesures et politiques de soutien à l'agriculture
dans la Fédération de Russie

Addendum

La Mission permanente de la Fédération de Russie a fait parvenir au Secrétariat le document ci-après concernant les "renseignements additionnels sur les mesures courantes relevant de la catégorie verte dans la Fédération de Russie en termes de respect des critères de l'Annexe II de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture", en demandant qu'il soit communiqué aux membres du Groupe de travail.

**Renseignements additionnels sur les mesures courantes relevant de la catégorie verte
dans la Fédération de Russie en termes de respect des critères de l'Annexe II
de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture**

1. Services de caractère général

1.1 *L'entretien des institutions subventionnées par le budget* (services publics administratifs du secteur agricole): ce type d'aide est prélevé sur le budget public et ne joue pas le rôle de soutien des prix à la production. Il répond aux critères des paragraphes 1 a) et b) de l'Annexe II de l'Accord sur l'agriculture.

1.2 *Les dépenses en matière de recherche et de formation professionnelle dans l'agriculture*: ce programme répond totalement aux critères du paragraphe 2 a). Les coûts incluent les dépenses liées à la recherche universitaire en général et à la recherche dans le cadre de programmes sur la protection de l'environnement ou d'études d'un produit spécifique. Le financement direct de la recherche-développement sur des fonds budgétaires au titre du Programme fédéral sur *l'ingénierie mécanique pour le secteur agro-industriel russe* est de même parfaitement conforme aux critères du paragraphe 2 a). Le programme stipule la création de technologies, machines et équipements écologiquement sains selon les prescriptions et les normes modernes de protection de l'environnement.

1.3 *Les coûts de l'enseignement*: ce programme est totalement conforme aux critères du paragraphe 2 c). Il inclut la formation professionnelle, y compris les formations spécialisées de base et supérieures.

1.4 *Les investissements non destinés à la production*: ce programme répond aux critères du paragraphe 2 g). Il comprend l'électrification des zones rurales, la construction de routes et le développement des transports en général (notamment la construction de gazoducs au titre du Programme *d'approvisionnement en gaz des zones rurales*), le développement de systèmes d'adduction d'eau, de drainage, de constructions résidentielles en zone rurale (incluant les prêts à long terme sur des fonds budgétaires, accordés aux habitants des zones rurales pour la construction de logements individuels). Dans tous les cas précités, les fonds sont versés pour financer les achats de biens d'équipement et la production de capitaux matériels uniquement. Les dépenses de fonctionnement sont couvertes par des subventions relevant de la catégorie orange.

1.5 *Les dépenses de fonctionnement*: les mesures de ce programme d'aide répondent aux critères des paragraphes 2 b), e) et f). Les dépenses de fonctionnement incluent les dépenses engagées pour la lutte contre les maladies des animaux et les parasites des végétaux agricoles, pour les services d'inspection, l'amélioration des sols, le contrôle de la sylviculture, etc., à l'exclusion de tous les coûts de réparation et de maintenance des systèmes d'amélioration.

1.6 *Aide à la création d'un système d'information sur les marchés*: les mesures de ce programme d'aide répondent aux critères du paragraphe 2 d). Le programme comprend différents axes: conseil et partage d'information; création d'un système d'information sur le marché; création de marchés de gros expérimentaux de denrées alimentaires.

2. Sécurité alimentaire

2.1 *Les coûts de création de réserves alimentaires fédérales et régionales*: ce programme répond aux critères du paragraphe 3. Les réserves alimentaires sont constituées pour répondre aux besoins de l'armée et d'autres catégories de consommateurs équivalentes, aider à l'approvisionnement du Grand Nord et des autres territoires se trouvant dans une situation similaire, et en partie de Moscou et de

Saint-Pétersbourg. Les achats de produits alimentaires pour constituer des réserves fédérales destinées à répondre aux besoins de l'État se font aux prix du marché sur une base contractuelle.

2.2 *Les coûts des réserves fédérales de sécurité pour les semences des cultures de base:* ce programme répond aux principaux critères des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, ce programme visant la création et l'utilisation de réserves de sécurité pour les semences répond également aux critères du paragraphe 3. Les réserves fédérales de sécurité pour les semences des cultures de base sont constituées aux fins d'assurer un approvisionnement adéquat des producteurs touchés par une catastrophe naturelle ou une situation d'urgence et des régions ne produisant pas de semences ou disposant d'une capacité de production limitée. Ce programme d'aide présente une incidence défavorable minimale sur le commerce et la production car les ventes de semences des réserves fédérales se font en fonction des prix du marché.

3. Mesures de soutien du revenu des producteurs autres que les aides à la production

3.1 *Les coûts de la maintenance des infrastructures sociales:* ce programme répond aux principaux critères des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, les dotations budgétaires destinées à la maintenance des infrastructures rurales sociales répondent également aux critères des paragraphes 6 b)-e). Les fonds budgétaires sont utilisés pour financer les coûts de fonctionnement des écoles maternelles, des écoles, des cliniques et des hôpitaux, ainsi que des cabinets médicaux locaux, des clubs, des centres d'art et de loisirs et des infrastructures publiques (destinées aux sphères non liées à la production) dès lors que ces établissements sont situés en zone rurale et que leur maintenance est à la charge de fermes collectives ou de fermes ou autres exploitations agricoles d'État, ou que leurs coûts de maintenance ont été transférés aux pouvoirs locaux, et dans la mesure où ces coûts ne peuvent être couverts par les recettes des exploitations agricoles. Les subventions budgétaires sont versées soit aux autorités locales après le transfert en bonne et due forme de la maintenance de ces établissements précédemment à la charge des fermes collectives et autres exploitations et organisations agricoles vers les autorités locales concernées, soit directement aux fermes collectives et autres exploitations agricoles dans la mesure où elles choisissent de conserver la responsabilité financière de ces établissements. Dès lors les montants versés au titre de la maintenance des infrastructures sociales ne dépendent pas du type ou du volume de production, des prix ou des facteurs de production mis en œuvre.

3.2 *Assistance aux femmes exploitantes agricoles:* Outre les critères généraux du paragraphe 1, l'assistance aux femmes exploitantes agricoles fournie au titre de ce programme répond également aux critères du paragraphe 6 a) à e). Le programme comprend les mesures suivantes: prolongement de la durée du congé maternité et versement du salaire intégral sur la base de la présentation d'un certificat médical, indépendamment de la durée de l'emploi; allocation de naissance et allocations mensuelles jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de trois ans. Le montant versé au titre de ce programme d'aide ne dépend donc pas du type ou du volume de production, des prix ou des facteurs de production mis en œuvre.

4. Aide destinée à atténuer les effets des catastrophes naturelles

4.1 *Indemnisation des pertes subies par les exploitations agricoles touchées par une catastrophe naturelle:* ce programme répond aux critères principaux des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, l'indemnisation des pertes subies par les exploitations agricoles touchées par une catastrophe naturelle répond également aux critères des paragraphes 8 b)-d). L'indemnisation ne peut être versée que dans le cas d'une perte de revenu, de bétail (y compris les charges et frais vétérinaires), de terres agricoles ou d'autres facteurs de production résultant d'une catastrophe naturelle. L'indemnisation est limitée au montant total des

pertes effectives indépendamment du type ou du volume de la production ultérieure; elle n'excède pas le niveau de financement nécessaire à la prévention ou à l'atténuation de tout dommage ultérieur consécutif à la catastrophe naturelle.

4.2 *Indemnisation à hauteur de 50 pour cent du coût de transport de fourrage provenant de territoires non touchés vers les producteurs agricoles victimes de sécheresse ou d'autres catastrophes naturelles:* ce programme répond aux critères indiqués au paragraphe 4.1 ci-dessus se rapportant à l'indemnisation des pertes subies par des exploitations agricoles touchées par une catastrophe naturelle. Dès lors l'indemnisation à hauteur de 50 pour cent du coût du transport du fourrage peut être accordée dans le cadre des mesures relevant de la catégorie verte.

5. Programmes de restructuration

5.1 *Aide aux exploitations agricoles privées:* ce programme répond aux critères principaux des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, l'aide aux exploitations agricoles privées répond également aux critères des paragraphes 11 a)-f) et 6 a)-e). Ce type d'aide permet aux pouvoirs publics russes de contribuer à l'instauration d'un meilleur niveau de vie dans les zones rurales en augmentant les capacités d'investissement des exploitations agricoles privées ainsi que leurs revenus ne provenant pas de la production. Dans le cadre de ce programme, les mesures ci-après sont financées sur des fonds budgétaires fédéraux et régionaux de la Fédération de Russie:

- aide à la réinstallation dans le but de créer une exploitation privée: ce type d'aide répond aux critères du paragraphe 6 (le critère appliqué pour pouvoir bénéficier de cette aide est le statut de producteur: le montant de l'aide ne dépend pas du type ou du volume de production, des prix ou des facteurs de production mis en œuvre);
- publication de manuels et de directives: ce type d'aide a pour objectif d'élever le niveau d'instruction des agriculteurs, d'améliorer leur connaissance du fonctionnement d'une exploitation agricole dans un environnement commercial, des méthodes de production les plus efficaces et des implications légales des fonctions économiques, etc. Cette mesure répond à plusieurs critères du paragraphe 2;
- prêts à taux bonifiés accordés aux agriculteurs pour aider à l'achat d'actifs physiques, ou achat de moyens de production pour les agriculteurs financés sur des fonds budgétaires: ce type d'aide répond aux critères du paragraphe 11 (l'objectif des pouvoirs publics est de soutenir la création de nouvelles structures rurales de production; le montant alloué ne dépend pas du type ou du volume de production, des prix ou des facteurs de production mis en œuvre; l'aide est accordée pendant une période limitée permettant la création de la structure de l'exploitation agricole; les agriculteurs ne sont pas tenus de produire un produit agricole spécifique; le montant de l'aide est limité à la somme nécessaire à la création de l'exploitation).

6. Programmes écologiques

6.1 *Subventions aux usines de traitement des déchets:* ce programme répond aux critères principaux des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, les subventions aux usines de traitement des déchets répondent également aux critères des paragraphes 12 a) et b). Les pouvoirs publics russes accordent des subventions aux usines de traitement des déchets vétérinaires et sanitaires afin de financer la collecte et le traitement des déchets biologiques à un prix fixe calculé à la tonne. Ces subventions n'ont aucune incidence défavorable sur le commerce ou la production.

6.2 *Programme sur la "Fertilité"*: ce programme répond aux principaux critères des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, le programme sur la "Fertilité" répond également aux critères des paragraphes 12 a) et b) ainsi que 2 a) et g). Ce programme comprend une série de mesures incluant la prévention de l'érosion des sols, les travaux agrochimiques, les travaux d'amélioration, y compris l'amélioration chimique, la mise en valeur fondamentale des terres agricoles et le développement de nouvelles terres, l'amélioration et la réhabilitation des sols sinistrés ou contaminés (y compris la conservation des sols endommagés et contaminés). Ces subventions présentent une incidence défavorable minimale sur le commerce et la production.

7. Programme d'aide aux régions soumises à des conditions climatiques défavorables

7.1 *Dépenses d'équipement dans les régions du Grand Nord et les territoires se trouvant dans une situation équivalente*: ce programme correspond aux principaux critères des mesures relevant de la catégorie verte énumérées au paragraphe 1. Outre les critères généraux du paragraphe 1, les dépenses d'équipement dans les régions du Grand Nord et les territoires se trouvant dans une situation équivalente répondent également aux critères des paragraphes 13 a) à f). Cette aide est proposée uniquement aux producteurs travaillant dans des zones défavorables. Chaque zone possède des limites géographiques bien définies; elle se caractérise par des facteurs économiques et administratifs précis et son classement en zone défavorable dépend de critères objectifs. Des fonds prélevés sur des sources de financement centralisées sont accordés pour soutenir le développement des secteurs économiques et des échanges existant dans ces régions, ainsi que pour construire ou reconstruire des entreprises et des infrastructures dans des zones habitées par des populations indigènes du Nord. Le montant des dépenses ne dépend ni du type ou du volume de production, ni des prix. Ce type d'aide est proposé aux producteurs dans toutes les zones défavorables.
